



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 4 juillet 2018

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO ; Yvon Edoumou, Représentant de l'équipe de pays des Nations Unies ; et à partir de Goma, par le Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, journalistes de Kinshasa et Goma, soyez les bienvenus dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

A mes côtés ici à Kinshasa pour animer cette conférence, Yvon Edoumou, qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, depuis Goma, le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Lieutenant-colonel Serge Chabi.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo est intervenue hier par l'intermédiaire du Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme lors du dialogue sur la RDC organisé dans le cadre de la 38^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Une session au cours de laquelle se sont également exprimés le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le rapporteur sur le Kasai, la Ministre des droits humains congolaise ainsi que les représentants d'Etats membres et d'organisations non gouvernementales.

Dans sa déclaration, Mme Leila Zerrougui a indiqué que des progrès avaient été accomplis depuis la présentation qu'elle avait faite en mars dernier, notamment avec la mise en place, par la Ministre des droits humains, d'une commission pour enquêter sur la répression violente de manifestations pacifiques par les forces de sécurité les 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018.

Certaines victimes ont été prises en charge par des institutions médicales et le rapport final a été transmis au Ministre de la Justice le 28 juin dernier, ce qui devrait permettre de poursuivre tous les responsables en justice.

La Représentante spéciale a réaffirmé la disponibilité de la MONUSCO à apporter son appui aux autorités congolaises dans la mise en œuvre intégrale des recommandations formulées par la Commission.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Elle est également revenue sur le mandat de la MONUSCO et sur le processus politique et électoral en cours en décrivant les bons offices qu'elle mène actuellement avec les autorités congolaises, les parties prenantes nationales ainsi que les partenaires régionaux et internationaux en vue de l'organisation d'élections apaisées, crédibles et inclusives conformément au calendrier électoral publié par la CENI, à l'Accord du 31 décembre 2016 et à la Constitution.

Une mission de bons offices au cours de laquelle la Représentante spéciale transmet des messages clés à ses interlocuteurs :

Tout d'abord, la nécessité de la mise en œuvre intégrale et de bonne foi des mesures de décrispation prévues dans l'Accord du 31 décembre 2016 et du respect des droits de l'homme pour tous, tels que garantis par la Constitution, notamment les libertés d'opinion, d'expression, de manifestation pacifique, de réunion et d'association, ceci afin d'ouvrir l'espace démocratique.

Mme Zerrougui insiste également sur le fait que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moyen et que l'indépendance de toutes les institutions étatiques impliquées dans les élections est nécessaire pour garantir la confiance des Congolais dans le processus actuellement en cours.

En cette période, le rôle de la Représentante spéciale est de rapprocher les points de vue et de rétablir la confiance entre tous les acteurs pour aboutir à un consensus. C'est avoir une influence positive en aidant les Congolais à dépasser leurs contradictions et à s'inscrire dans une démarche constructive.

Le processus actuel a une importance capitale pour la République démocratique du Congo et nous n'avons pas le droit de rater la moindre opportunité de le soutenir afin qu'il aboutisse et que la RDC puisse connaître des lendemains meilleurs, s'ancrer définitivement dans la paix et le développement.

L'artiste congolais Fally Ipupa, devient Ambassadeur de bonne volonté pour mettre fin au recrutement d'enfants par les groupes armés et les milices en République démocratique du Congo.

Déjà engagé dans la lutte contre la malnutrition chronique qui touche les enfants et pour l'accès à l'éducation pour tous, Fally Ipupa a gracieusement accepté de joindre sa voix et son image aux efforts de la MONUSCO pour protéger les enfants contre toutes formes de violations perpétrées en période de conflit armé. Un grand merci à Fally Ipupa pour son engagement.

Direction maintenant Goma où nous attend le Lieutenant-colonel Serge Chabi, qui va nous présenter les temps forts de l'actualité de la Force, mon Colonel, c'est à vous.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Porte-parole militaire [Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi] : Bonjour à tous. En plus de patrouilles et autres activités, trois faits marquants sont à mentionner au titre des actions de la Force militaire de la MONUSCO pour la quinzaine :

Il s'agit de l'action de sauvetage menée sur le lac Kivu par les forces spéciales guatémaltèques de la Mission, de la sortie de lutte contre l'incendie des casques bleus indiens de la base de Kiwandja, toujours dans le Nord-Kivu et enfin de la cérémonie de décoration organisée à l'intention d'une trentaine de casques bleus qui a eu lieu le lundi 2 juillet 2018, au quartier général de la Force ici à Goma.

Comme je le disais tantôt, au titre des activités opérationnelles, le vendredi 22 juin à 17 heures environ, les troupes de la MONUSCO ont été informées du fait qu'un bateau surchargé courrait le risque de chavirer sur le Lac Kivu. Elles se sont immédiatement mises en branle et il s'est révélé effectivement qu'un bateau, avec à son bord 15 personnes dont quatre enfants et un bébé de 7 mois, chavirait sur le lac Kivu à hauteur de Sake, à 25 km environ à l'ouest de Goma. Une fois ramenées à terre, les victimes les plus atteintes ont été conduites à l'hôpital de Sake pour les soins appropriés.

Il faut saluer l'efficacité des militaires des forces spéciales guatémaltèques de la MONUSCO, dont la promptitude a permis d'éviter un nouveau drame sur le lac.

Toujours dans le Nord-Kivu, alertés au sujet d'un incendie qui menaçait d'embraser le marché de Kiwandja, 60 éléments de la force de réaction rapide de la MONUSCO se sont immédiatement portés sur les lieux munis de divers équipements de lutte contre l'incendie. C'était le vendredi 29 juin 2018. Les populations assistaient impuissantes au spectacle désolant en raison du manque de moyens, tandis que le feu, dans sa course meurtrière, menaçait de tout détruire et de s'étendre à toute la région. Les troupes de la MONUSCO ont dû également s'interposer entre plusieurs pilliers et les populations qui tentaient de les en empêcher.

Lundi 2 juillet 2018, a eu lieu au quartier général de la Force ici à Goma, la cérémonie de remise de médailles à une trentaine de casques bleus arrivés soit au terme de leur mission, soit ayant rempli les conditions de temps requis sur le théâtre [d'opérations] pour mériter cette distinction.

La cérémonie a été présidée par le commandant de la Force en personne, le général de corps d'armée Elias Martins Rodrigues Filho. Il a, au cours de son allocution, félicité les récipiendaires pour les énormes sacrifices consentis en faveur de la paix ici en RDC et pour les résultats satisfaisants qu'ils ont obtenus sur le terrain avant de leur souhaiter bonne chance pour la suite.

Je rappelle pour terminer, que cette distinction est accordée à tout membre de la MONUSCO, civil ou militaire, ayant accompli un séjour d'une durée de six mois au moins sur le théâtre. Les récipiendaires de ce lundi proviennent de 16 différents pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Voilà l'essentiel au niveau de la Force pour ce mercredi 4 juillet 2018.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci. Retrouvons Yvon Edoumou qui va nous présenter les actualités des agences, fonds et programmes des Nations Unies.

Représentant de l'équipe de pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : Bonjour à tous. Aujourd'hui, une seule information en provenance de l'OIM. Dans un communiqué de presse rendu public la semaine dernière, l'Organisation internationale pour les migrations, OIM, a condamné l'utilisation frauduleuse de son logo au Sud-Kivu. L'OIM dénonce le fait que des individus mal intentionnés utilisent son logo à son insu pour vendre des jetons aux habitants de Tubimbi et Mukanga dans le territoire de Mwenga, leur garantissant l'accès à une quelconque assistance humanitaire. Pourtant, cette assistance n'avait jamais existé ou encore moins été fournie.

L'OIM tient à mettre en garde la population contre ce type de promesses tout en précisant qu'elle ne demande jamais aux bénéficiaires de payer pour l'assistance. Les principes humanitaires interdisent le monnayage de l'assistance aux personnes vulnérables.

Par ailleurs, une enquête officielle est en cours, en collaboration avec les autorités congolaises, pour identifier les auteurs de cette fraude.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il est 11h23 à Kinshasa et 12h23 à Goma où nous rendons immédiatement pour la première question de cette session des questions et réponses.

Question 1

Daniel Mitshombero/ Vision Shala (Goma) : Ma question, je la pose à Florence. Selon mes sources en Ouganda, plus de 50 Congolais soit civils, de la sécurité ou de la défense du pays ont été soit arrêtés, soit interceptés dans ce pays voisin à la République démocratique du Congo.

Madame, la MONUSCO étant partenaire de la République démocratique du Congo, est-ce qu'elle essaie de voir, d'éclaircir cet état de chose ? Est-ce que vous êtes informés de façon à vouloir mettre fin à cette situation ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Ecoutez, je n'ai pas beaucoup d'éléments pour vous répondre. La seule chose que je puisse vous dire, c'est que vous parlez de faits qui se passent en Ouganda et que le mandat de la MONUSCO couvre uniquement la République démocratique du Congo, mais on va se renseigner et je promets de revenir vers vous si j'ai plus d'informations.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Question 2

Victoire Muliwavyo/ Radio Blessing FM (Goma) : Mme Florence Marchal, vous avez touché le point qui a été soulevé par Mme Leila Zerrougui, mais avant qu'elle ne procède à cette mission de mener ses bons offices, il y avait l'ancien [Représentant spécial du Secrétaire général] qui menait également les bons offices, je constate comme si vous êtes en train de tourner [autour du pot, c'est comme] un cercle vicieux. c'est quoi l'aboutissement de ces bons offices ? Que peut espérer la population congolaise [de] ces bons offices qui sont en train d'être menés du jour au lendemain ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, vous l'avez dit effectivement, actuellement c'est une période assez intense pour la mise en œuvre des bons offices de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, des bons offices qui figurent dans le mandat de la MONUSCO qui lui est donné par le Conseil de sécurité et la dernière résolution 2409.

Dans la période actuelle, avec l'échéance maintenant dans six mois des élections, il est important, on l'a déjà dit à plusieurs reprises, et on le redit, de pouvoir servir de trait d'union entre les différentes parties prenantes, d'écouter les uns et les autres, de faire passer des messages aux uns et aux autres afin qu'il y ait des concessions et afin que tout le monde regarde dans la même direction pour aller vers les élections.

Vous me demandez les résultats, je crois que pour l'instant, nous observons que le processus électoral suit son cours conformément au calendrier qui a été présenté par la CENI en novembre dernier, que tout le monde se prépare à ces élections, que ce soient les partis de la majorité comme de l'opposition, que ce soient les autorités congolaises en charge de l'organisation des élections. Donc pour l'instant, c'est ce que nous constatons.

Et ensuite, bien évidemment, sur la nature même des bons offices, vous conviendrez avec moi que les bons offices sont un exercice de diplomatie qui nécessite d'être en retrait, de ne pas être au-devant de la scène. Ce n'est pas à nous, à ce jour, d'être visibles, c'est aux parties prenantes congolaises. Et il est important que nous restions discrets sur nos missions de bons offices si nous voulons réussir.

Mais, pour l'instant, nous sommes plutôt positifs par rapport à l'évolution du processus en cours et nous mettons, une fois encore, tout en œuvre pour nous assurer que le processus pourra être mené à terme et que des élections inclusives, transparentes et crédibles se tiendront comme prévu, le 23 décembre 2018.

Question 3

Lambert Lambe/ Emergence : Je pose la question à Mme Florence Marchal. Dans la collaboration entre la MONUSCO et la CENI, à quelle hauteur aujourd'hui vous pouvez évaluer l'apport de la MONUSCO sur le processus électoral, sur le plan logistique et financier

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

parce que la MONUSCO a déclaré qu'elle va accompagner la CENI dans la mise en œuvre de ce processus.

[La deuxième partie de] ma question est celle de savoir lorsqu'on rappelle à un Etat indépendant comme la RDC certains principes de base, notamment les principes démocratiques, n'est-ce pas une immixtion parce que j'ai suivi personnellement la Représentante [spéciale] au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies, est-ce que la MONUSCO s'immisce-t-elle dans les affaires internes de la République démocratique du Congo ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je crois que la force de la MONUSCO, c'est son impartialité et sa neutralité, c'est le principe même d'une opération de maintien de la paix quand le Conseil de sécurité demande le déploiement d'une opération de maintien de la paix, et c'est rappelé dans les résolutions votées par le même Conseil de sécurité, il est important que les missions fassent preuve de neutralité et d'impartialité. Et ce sont ces mêmes neutralité et impartialité qui permettent aujourd'hui à la Représentante spéciale du Secrétaire général de parler avec tout le monde, de parler avec les représentants des partis de la majorité, avec les représentants de l'opposition, la société civile, avec les partenaires au niveau régional et international.

Donc, nous n'agissons que dans le cadre du mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité et évidemment en accord avec les autorités congolaises. Nous sommes ici pour les soutenir et non pour nous substituer à elles. Nous sommes, vous l'avez rappelé, nous sommes dans un Etat souverain.

Concernant votre question par rapport aux relations entre la MONUSCO et la Commission électorale nationale indépendante [CENI], cela ne vous a pas échappé que le Gouvernement a affirmé à plusieurs reprises qu'il souhaitait financer intégralement les prochaines élections sur ses fonds propres y compris la partie logistique.

Alors le soutien logistique à la CENI figure en effet dans notre mandat et nous l'avons dit à plusieurs reprises, nous nous préparons à fournir un tel soutien en complément de l'assistance technique que nous apportons déjà à la CENI.

Mais en même temps, si le Gouvernement a les moyens d'assumer seul la logistique, cela ne nous pose pas de problème. La MONUSCO utilisera ses moyens pour d'autres tâches du mandat.

Il est important de comprendre que notre rôle aujourd'hui, j'y ai fait allusion dans mon propos liminaire, j'y ai fait allusion dans mes réponses précédentes, c'est vraiment de travailler avec toutes les parties afin que le processus se déroule comme prévu et rencontre l'adhésion de la majorité.

La RDC vit actuellement sans doute l'une des périodes les plus cruciales de son histoire depuis son indépendance, si les élections se passent conformément à ce qui est prévu dans le calendrier de la CENI

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

et ce qui est écrit dans la Constitution, le pays connaîtra un transfert pacifique du pouvoir, ce qui devrait mener la RDC vers une paix durable, la stabilité, le développement. Et c'est cet objectif-là, cette finalité-là que nous souhaitons atteindre tous ensemble.

Question 4

Néphalie Buamutala/ RTGA : Mme Florence Marchal, vous avez dit que Mme Leila Zerrougui continue sa mission de bons offices. Est-ce que Mme Zerrougui ne peut pas rencontrer les deux grandes parties prenantes au processus électoral en cours en RDC, l'opposition et la majorité, concernant la machine à voter, qui continue jusque-là à diviser les deux parties ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Evidemment, dans les rencontres que Mme Zerrougui a avec tous ses interlocuteurs, que ce soit les partis de l'opposition ou de la majorité, la question de la machine à voter fait partie des discussions, puisque ce sont des préoccupations qui lui sont transmises par certains de ses interlocuteurs. Et une fois encore, son rôle à elle n'est pas de juger, n'est pas de se prononcer sur la pertinence ou non de la machine à voter, qui est un choix qui a été effectué par l'institution congolaise en charge des élections, ce sont les Congolais qui organisent les élections, ce ne sont pas les Nations Unies, mais son rôle, c'est d'essayer de sensibiliser les uns et les autres aux préoccupations des uns et des autres, mais aussi c'est d'attirer l'attention sur le fait que peut-être que certaines choses peuvent être des obstacles au bon déroulement du processus et essayer de trouver les moyens d'y remédier.

Donc, une fois encore, ce rôle de bons offices est un rôle de courroie de transmission, j'ai envie de dire, entre les différentes parties. C'est d'essayer d'aplanir les contradictions des uns et des autres pour que une fois encore qu'il y ait un consensus qui soit trouvé et que tout le monde puisse aller vers les élections, comme c'est le cas actuellement, puisqu'on voit quand même que tout le monde actuellement est en train de se préparer pour les prochaines élections.

Question 5

Cosmas Mungazi/ Flambeau de l'est (Goma) : Ma question s'adresse à tout le monde : Yvon Edoumou, Florence Marchal et le porte-parole militaire. Il y a une nouvelle crise annoncée depuis ce matin à Uvira. Une crise sécuritaire, militaire, humanitaire, qu'est-ce que la MONUSCO a déjà fait et qui sont les protagonistes de ce conflit ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Moi, je vais [donner] une réponse générique à cette question, c'est que quand il y a des crises qui se déclenchent, on se mobilise tous. Je vais donner juste deux exemples récents dans l'actualité. Le premier, c'est l'épidémie à virus Ebola qui s'est déclenchée il y a quelques semaines dans la province de l'Equateur et qui a entraîné une mobilisation de tous les partenaires des Nations Unies en soutien au Gouvernement congolais avec le déploiement d'équipes sur place. Et puis, un petit peu plus tôt cette année, quand on a eu la crise dans la province de l'Ituri, plus particulièrement dans le territoire de Djugu, pareil, la MONUSCO a installé des bases

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

temporaires, a multiplié les patrouilles dans la région ; les humanitaires ont apporté une assistance aux personnes déplacées, etc.

Donc, nous sommes là, cela fait partie de la raison d'être des Nations Unies dans le pays, c'est que lorsqu'une crise se déclenche, être présents et y répondre si possible le plus rapidement et le plus efficacement possible, à condition évidemment d'avoir les fonds nécessaires pour pouvoir répondre à toutes ces crises. Et c'est la raison pour laquelle, il y a les collègues de l'humanitaire [qui] notamment font souvent référence aux campagnes de financement, au plaidoyer qu'ils font auprès de tous les partenaires de la RDC, pour pouvoir financer justement, de la manière la plus appropriée, la réponse à toutes ces crises.

Question 6

Flavien Musans/ Planète TV : Florence, je reviens sur le rapport publié hier par rapport à la situation des droits de l'homme au Kasai. La finalité de ce rapport pointe du doigt les Forces [de sécurité] de la République démocratique du Congo y compris des éléments de Kamuina Nsapu. La MONUSCO en tant que partenaire, quelle est sa recommandation aujourd'hui suite à la finalité de ce rapport ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vais d'abord apporter une clarification, ce rapport est l'aboutissement d'une enquête qui a été menée par une équipe d'experts internationaux indépendants, vous l'avez dit, sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme qui ont été commis ces dernières années dans toute la région du Kasai.

Vous l'avez dit aussi, ce rapport illustre les défis auxquels la RDC fait face en termes de lutte contre l'impunité et de la prolifération des milices et des violences qui en découlent en particulier sur les femmes et les enfants. Alors, le rapport montre qu'il est crucial qu'une solution durable soit trouvée dans la région du Kasai, que cesse l'impunité, que le processus de réconciliation aille à son terme et que l'autorité de l'Etat soit restaurée.

La MONUSCO n'est pas l'auteur de ce rapport, une fois encore, c'est une équipe d'experts indépendants qui a été mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour rédiger ce rapport. En revanche, la MONUSCO, qui est présente dans le pays, continuera de soutenir les efforts des autorités congolaises à la fois, pour que les recommandations du rapport soient mises en œuvre et pour que la justice soit rendue.

Donc, notre rôle maintenant va être d'accompagner les autorités congolaises à la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Question 7

Christophe Ngandu/ Digital Congo TV : Je reviens un peu sur la question qui a été posée par le confrère mais la réponse n'a pas été bien saisie, à propos de la machine à voter parce qu'il y a beaucoup de plateformes politiques qui traînent les pas, ils disent qu'ils ne vont pas participer aux élections si la CENI tient toujours à cette machine. Quelle est la position de la MONUSCO si ces partis ne participent pas à ces élections ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Nous n'avons pas de position. Une fois encore, nous ne sommes pas là pour juger, nous sommes là pour accompagner. Et notre rôle, c'est de pouvoir aplanir les différences et convaincre les uns et les autres de faire taire leurs contradictions et de trouver un consensus. Notre position, c'est celle-ci, une fois encore, les élections sont organisées par les autorités congolaises et non par la MONUSCO et nous n'avons pas à commenter la manière avec laquelle les autorités décident d'organiser les élections.

Oui, dans le cadre de bons offices, c'est la réponse que j'ai donnée à votre collègue, la Représentante spéciale du Secrétaire général entend les partis politiques, et même sans doute, des représentants de la société civile qui lui font part de leurs préoccupations quant à l'utilisation de la machine à voter et ensuite elle, à son tour, elle relaie ces préoccupations dans les entretiens qu'elle a, de façon régulière, avec les autorités congolaises.

Il est important, une fois encore pour nous, qu'il n'y ait pas de grain de sable qui fasse dérailler le processus, et c'est la mission qui est dévolue à la MONUSCO et à laquelle nous nous employons chaque jour.

Question 8

Norbert Mwindulwa/ Emergence plus (Goma) : Certaines voix se lèvent Madame Florence Marchal, pour dire qu'elles ne comptent pas aller aux élections qu'elles jugent déjà truquées d'avance, le chiffre de retrait de formulaires à la CENI en est très éloquent. Je voudrais savoir si vous avez un point de vue par rapport à ce refus des politiciens parce que cela touche déjà à la stabilité du pays.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Ecoutez, vous faites référence au retrait des candidatures pour les élections provinciales auprès des bureaux de réception et traitement des candidatures, la période n'est pas encore terminée, je crois qu'il y a souvent ici l'habitude de faire les choses à la dernière minute, donc on ne va pas faire un jugement ou une évaluation à mi-parcours. Attendons que cette étape, qui est une étape clé dans la mise en œuvre du calendrier électoral, avant la prochaine, celle qui ira du 24 juillet au 8 août sur le dépôt des candidatures pour les législatives et la présidentielle. Donc, attendons que cette étape soit terminée avant de tirer des conclusions.

Question 9

Papy Okito/Echo d'Opinion (Goma) : Madame, j'aimerais juste savoir quels sont les critères que vous avez mis pour choisir Fally Ipupa qui est un simple musicien pour être ambassadeur de bonne volonté au niveau de l'ONU ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Dans ambassadeur de bonne volonté, il y a le mot ambassadeur, c'est quelqu'un qui représente une organisation, qui défend une cause et ce n'est pas à vous que je vais apprendre que Fally Ipupa est une star, non seulement en RDC, mais au-delà des frontières de la RDC, donc c'est une voix qui compte, c'est une personnalité qui est écoutée, qui est appréciée, donc c'est la première raison.

La seconde raison, c'est que cet artiste est déjà engagé, je l'ai dit, pour d'autres causes telles que la malnutrition chronique notamment qui touche les enfants, l'accès à l'éducation pour tous, il a travaillé récemment avec nos collègues de l'UNICEF. Donc, je pense que c'est l'engagement et l'empathie de Fally Ipupa, combinés à sa notoriété, qui ont motivé le choix de lui demander de nous accompagner, d'accompagner la MONUSCO dans son combat pour mettre fin au recrutement d'enfants par les groupes armés et les milices en RDC.

Question 10

Nicaise Muzany/ Afriqueechos.ch : Mme Florence Marchal, je suis heureux de vous retrouver encore en ce début du mois de juillet. Vous nous aviez promis que M. Guterres serait ici au mois de juillet, c'est pour cela que j'ai prié pour que le mois de juin défile vite. Pouvez-vous me dire quelque chose sur son passage annoncé car j'ai une ou deux choses à lui dire ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors si on commence comme cela, on va le prévenir et lui dire que vous avez quelque chose à lui dire -trêve de plaisanterie- Je confirme que la visite conjointe du Secrétaire général des Nations Unies M. Antonio Guterres et du Président de la Commission de l'Union africaine M. Moussa Faki est prévue prochainement à Kinshasa. Nous sommes en train de préparer le programme de cette visite et c'est le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies qui fera une annonce à ce sujet, dans les tout prochains jours.

Question 11

Alain Muzi/ Radio Eglise du Christ au Congo : Mme Leila Zerrougui a promis de s'investir pour la décrispation de l'espace politique. Où est-ce que nous en sommes avec cette décrispation ? Est-ce que le procès Frank Diongo fait partie aussi de cette décrispation ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Oui, en effet, je l'ai dit dans mon propos liminaire, la déclaration, qui a été lue hier à Genève au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général, rappelle l'importance capitale de la mise en œuvre des mesures de décrispation prévues dans l'Accord du 31 décembre 2016. Cela concerne la libération des prisonniers politiques, cela concerne également le respect du droit des manifestations, le respect d'expression des uns et des autres, de vous journalistes, des militants des droits de l'homme, de toutes les personnes qui ont une voix à faire entendre, notamment dans cette période électorale où c'est une période de débat et où il est important que chacun puisse s'exprimer.

Donc, la Représentante spéciale du Secrétaire général, hier dans sa déclaration, a rappelé qu'il était important de poursuivre la mise en œuvre de ces mesures de décrispation. Donc voilà où nous en sommes. Et quant au procès de M. Diongo, c'est une affaire que nous suivons notamment par l'intermédiaire du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, nous suivons cette affaire

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

comme nous suivons le cas des militants de Filimbi qui sont restés pendant cinq mois en détention à l'ANR [Agence nationale de renseignements]. Donc, ce sont des cas que nous suivons et pour lesquels nous effectuons un plaidoyer parce qu'une fois encore, il est important que toutes les voix puissent s'exprimer en cette période et que toutes les normes nationales et internationales en matière de justice soient respectées.

Question 12

Isaac Mastaki/ Emmanuel TV (Goma) : Ma question s'adresse au porte-parole militaire. Il y a plus de six mois à Beni, il y a eu disparition de certains casques bleus des contingents [de la MONUSCO], vous avez lancé des recherches. Présentement vous pouvez nous parler de la situation, est-ce qu'ils sont retrouvés, si non, qu'est-ce que vous pouvez rassurer au pays de provenance de ce contingent et présentement la situation sécuritaire se présente comment ?

Porte-parole militaire [Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi] : Par rapport à votre propos, la situation sécuritaire à Beni est plus exactement sous contrôle, autrement dit, on sait bien qu'elle est volatile mais les dispositions sont prises et je pense qu'à cette heure-ci, il ne pourra pas y avoir d'escalade de violence quelle que soit la situation qui se déclenche.

Maintenant, pour revenir à la situation du casque bleu disparu de nationalité tanzanienne, nous sommes restés en contact avec plusieurs sources que je n'ai malheureusement pas le droit de dévoiler ici. Ces sources nous renseignent, malheureusement je dois dire, il y a beaucoup plus de plaisantins parce qu'à plusieurs moments, les « réclameurs » des rançons se sont manifestés à plusieurs reprises au niveau de la Force, mais n'ont pas pu apporter la preuve de ce que le détenu est encore en vie et que la MONUSCO exige avant de consolider les négociations ou avant d'entrer en négociation avec eux.

Ce que je peux vous dire, c'est que chaque mercredi donc même ce soir, une réunion se tient pour mettre à jour la situation. Alors vis-à-vis du pays, il ne faut pas encore donner des réponses alarmantes, nous continuons de leur dire que la situation est sous contrôle et ils seront renseignés bientôt par rapport à la situation des casques bleus tanzaniens.

Question 13

Amen Dimwany/ Numerica TV : J'aimerais vous faire part d'une inquiétude, il y a une plateforme qui vient de naître du côté de la majorité [présidentielle] où l'on ne se cache pas de dire aujourd'hui que le Président Kabila est candidat aux prochaines élections, n'est-ce pas là une crainte, Florence Marchal, quant à l'aboutissement du processus électoral ?

Et pour Yvon Edoumou, j'aimerais par rapport au rapport qu'on vient de citer, si vous pouvez un peu nous faire l'état des lieux de la situation humanitaire aujourd'hui dans le Kasai.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Par rapport à votre préoccupation, on ne spéculé pas, vous savez. Et puis, je pense que dans un peu plus d'un mois tout sera clair. Nous serons fixés sur tout. Donc, soyons patients et surtout évitons de spéculer. Yvon sur le Kasai ?

Représentant de l'équipe de pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : La situation dans le Kasai demeure toujours inquiétante dans la mesure où, et on l'a même dit récemment dans un rapport que nous avons sorti, il y a encore de nombreux besoins que ce soit en termes de nourritures, en termes de la protection des enfants. Tous ces biens et services primaires qui sont nécessaires et dont beaucoup ont été affectés, détruits, des champs détruits, des écoles détruites, des hôpitaux détruits pendant la crise. Ce n'est pas la situation la plus radieuse en ce moment, mais comme vous le savez, il y a eu un très fort déploiement des agences onusiennes et des ONG dans les régions du Kasai Central, Oriental, Sankuru, etc. pour essayer d'apporter l'aide nécessaire.

Et comme Florence Marchal le disait tout à l'heure, nous sommes aujourd'hui le 4 juillet, on a déjà dépassé les six premiers mois de l'année. Et en termes de financement, nous sommes à moins de 25 % de taux de financement. Nous avons lancé, en janvier 2018, un appel de fonds pour à peu près 1,6 milliard de dollars américains, 6 mois plus tard on est à peine à 25 %. Cela veut dire clairement que le travail que nous faisons est beaucoup tributaire de l'argent que nous avons. Plus on a de l'argent, plus on est en mesure de faire beaucoup plus.

Donc, c'est un appel qu'on lance aux donateurs, à nos donateurs en espérant que les mois à venir nous allons voir une augmentation assez significative des contributions afin de pouvoir répondre pas seulement dans le Kasai mais partout ailleurs dans le pays, dans le Sud-Kivu, Nord-Kivu, en Ituri, dans le Tanganyika. Il y a encore de nombreux besoins qui nécessitent qu'on monte en puissance mais on a besoin de plus de fonds.

Question 14

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : Mme Marchal, j'ai une préoccupation. Les évêques catholiques ont évoqué des cas pour dire qu'ils ne sont pas rassurés malgré le bon déroulement de l'Accord de la Saint-Sylvestre. Est-ce que leur pensée reste fondée, selon la MONUSCO ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, je ne vais surtout pas remettre en cause, ni me permettre des commentaires sur ce qu'ont dit les évêques de la CENCO, suite à leur assemblée de la semaine dernière. Je peux parler au nom de la MONUSCO, une fois encore, je suis désolée mais c'est l'actualité la plus récente, je vais me référer à la déclaration faite hier par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU devant le Conseil des droits de l'homme où elle a rappelé que l'Accord du 31 décembre 2016 reste la feuille de route de tout le monde et que sa mise en œuvre intégrale est la seule voie et la seule option possible pour aller vers les élections et pour pouvoir, je l'ai dit et je le répète, pour pouvoir parvenir à cette première transition démocratique dans l'histoire du Congo depuis son indépendance, si les élections se passent dans des conditions acceptables pour tous c'est-à-dire inclusives, transparentes et crédibles.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Question 15

Vincent Birikomo/ ZTM Télévision : Vous avez parlé du soutien logistique de la MONUSCO dans le processus électoral. Ma question est celle de savoir ce que la MONUSCO qui a apporté concrètement jusque-là où ce qu'elle compte faire de peur qu'elle soit mise à part alors que nous évoluons vers les élections.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je crois que vous n'avez pas bien compris la réponse que j'ai donnée précédemment. Deux choses, la première c'est que, effectivement, nous avons un mandat et que le soutien logistique à la CENI figure dans le mandat qui nous a été donné par le Conseil de sécurité. Donc, comme c'est dans notre mandat, nous nous préparons à fournir un tel soutien à la CENI à laquelle nous fournissons d'ailleurs déjà une assistance technique. Mais, si le Gouvernement, ce qui est le cas aujourd'hui, ce qui semble être le cas aujourd'hui, a les moyens d'assumer seul la logistique. Cela ne pose pas de problème.

Donc, pour l'instant, le Gouvernement l'a répété, il souhaite financer intégralement les prochaines élections sur ses fonds propres y compris la partie logistique. Donc, concrètement à ce jour, c'est le Gouvernement qui s'occupe de la partie logistique. Mais nous, ne vous inquiétez pas, nous n'allons pas rester les bras croisés. On va utiliser les moyens qui sont à notre disposition pour mettre en œuvre les autres tâches de notre mandat.

Question 16

Gisèle Kahimbani/ Canal Afrique (Goma) : Je reviens sur le même angle d'idée de l'appui logistique que vous apportez au Gouvernement. La question est que vous ne voyez pas que c'est une manière de vous écarter petit à petit ? Car si le Gouvernement prend une autre tâche qui revient dans le mandat et que cela ne pose pas de problème ... deux, trois, quatre tâches. Est-ce que ce n'est pas une manière de vous écarter poliment ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Non. Je ne pense pas. Nous n'avons pas la même lecture que vous. Pour nous, c'est une façon de voir que les choses évoluent en République démocratique du Congo. Et que le pays a les moyens d'organiser seul ses élections. Ce qui est bien normal.

Cette conférence est maintenant terminée. Merci pour votre participation. On se retrouve le mercredi 18 juillet à 11h15, heure de Kinshasa.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13